

Dimanche, c'est jour de congrès pour les camarades. Un congrès, un vrai, beau et grand congrès. «On n'avait plus fait ce genre de refondation idéologique depuis plus de 40 ans, jubile le président Elio Di Rupo. Voici ce que nous choisirions d'appliquer si le Parti socialiste était seul au pouvoir...»

«Nous sommes contre le désordre révolutionnaire»

INTERVIEW
MARTIN BUXANT

O n a beaucoup écrit, parlé et ressassé sur l'âge du capitaine. Trop âgé, trop ci, trop ça, trop usé. Mais en vérité, le capitaine est là. Pull-over gris, baskets en toile, au troisième étage du boulevard de l'Empereur, dans le bureau présidentiel, ce vendredi matin ou dans la salle du Palais des Congrès de Liège, ce dimanche, devant les militants socialistes, le capitaine est là. Et, à ce stade, on n'a pas encore vu celui qui prendra sa place.

Elio Di Rupo présidera le grand congrès socialiste, dimanche, marque-page crucial dans ce qu'il espère bien être un nouveau départ après ces mois terribles qu'a traversés sa formation politique, c'est donc l'aboutissement du chantier des idées (copyright), une grande cérémonie entre camarades, avec adoption d'un nouveau manifeste du Parti socialiste à la clé. Et un cahier de 170 propositions, roadbook à moyen et long termes (quinze ans) pour un socialisme 2.0.

Il dit: «Socialisme novateur.»

Il boit une gorgée de café (déca).

Il dit: «Attention, ce n'est pas d'un programme électoral dont nous parlons. On a ici une réelle refondation de nos idées, une actualisation de notre doctrine. Ça n'avait plus été fait depuis 1974. Rendez-vous compte: il y a 43 ans qu'un tel travail n'avait pas été fait.» Il cite les dizaines et les dizaines de réunions, les 20 mois de colloques, les experts sollicités en tous domaines, l'implication des 14 fédérations socialistes et le travail de la présidence. On n'est pas là pour rire, vous l'aurez compris.

Socialisme novateur

Il y a, d'abord, cette histoire de positionnement à trancher. Le «socialisme novateur». Est-ce un coup de barre à gauche? Est-ce une course derrière l'extrême gauche et le PTB? Est-ce l'enterrement sans fleur ni couronne de la social-démocratie. Il hausse les épaules. «Je vais vous dire. La social-démocratie, le libéralisme social, etc., ce sont de vieux concepts. Nous avons fait le choix, aujourd'hui, de dépasser tout cela. Nous sommes de gauche, tout simplement. Nous sommes de gauche parce qu'il y a une chose que nos militants ne supportent pas, ne supportent plus, c'est l'injustice. Quelle qu'elle soit. Qu'elle soit fiscale, qu'elle soit sociale, qu'elle soit environnementale même, le combat contre les injustices est le combat que nous menons, que nous mènerons encore et toujours.»

Il pose ce préambule: «L'ensemble des propositions que nous formulons aujourd'hui, c'est ce que nous choisirions d'appliquer si le Parti socialiste était seul au pouvoir.» Voilà qui est posé. Et il élude la question de futures alliances...

- Mais ces propositions, vous devrez bien trouver d'autres formations politiques, construire des majorités pour les faire passer. Avec Ecolo? Avec le PTB? «Je vais bien où vous voulez m'entraîner, mais aujourd'hui, nous

voulons parler du Parti socialiste.»

Semaine de quatre jours

Les propositions, donc. Il y en a une qui fait rugir la droite et à laquelle tient particulièrement le président du PS: la réduction du temps de travail. «C'est le sens de l'Histoire, on ne va quand même pas nier cela, on travaillait 72 heures semaine il y a quelques dizaines d'années, aujourd'hui on en est à 38, 39. C'est comme cela, l'évolution va dans ce sens. Nous proposons une semaine de quatre jours de travail. Pas quelque chose d'imposé depuis le haut aux entreprises et aux travailleurs, nous sommes pour quelque chose qui va se faire dans la concertation. Avec à la clé deux avancées majeures: d'abord, la remise ou la mise au travail de milliers de personnes qui aujourd'hui restent sur le carreau et sont sans emploi. Ensuite, pour ceux qui verront leur temps de travail diminuer, il y aura une incontestable amélioration de la qualité de vie.»

On oppose: mais cela va créer un surcoût phénoménal pour les entreprises, c'est le chaos et la Bérézina que vous annoncez. Regardez les 35 heures de Martine Aubry en France.

Il jubile presque: «Mais ce n'est pas du tout le même schéma que nous voulons appliquer. Nous sommes dans des réalités différentes, des réductions de temps de travail ciblées et volontaires, inspirées du modèle gaulliste Robien.»

Pause Wikipédia. En France, la loi Robien sur l'aménagement du temps de travail fut votée en 96. Elle permettait aux entreprises de réduire le temps de travail de leurs salariés pour effectuer de nouvelles embauches. En contrepartie d'une embauche d'au moins 10% de salariés, les entreprises bénéficiaient d'un allègement des cotisations patronales de sécurité sociale.

- Mais ça va coûter une fortune...

Il reprend: «Écoutez, le chômage est un fléau, on a 490.000 chômeurs aujourd'hui en Belgique, c'est épouvantable. On doit faire quelque chose et nous allons le faire entre autres en incitant les employeurs via des réductions de charge sur base contractuelle. Ce n'est pas du dirigisme! Il n'y aura pas de perte de salaire ou une très légère perte de salaire, de l'ordre de 4%, pour les travailleurs.»

La réduction du temps de travail, mesure emblématique du «PS novateur», donc.

Ça tire solidement à gauche, lui dit-on. Quelle différence y a-t-il (encore) entre ce Parti socialiste-là et le projet communiste? Là, on met Elio Di Rupo en orbite. «Je vous réponds très franchement: nous ne sommes pas des révolutionnaires. Le désordre révolutionnaire ne nous intéresse pas. Nous sommes contre la violence. Nous pensons qu'il faut chan-

ger le système, nous pensons qu'il y a de nombreuses injustices à combattre, mais nous sommes contre le dirigisme, contre l'autoritarisme. Nous travaillons concrètement à changer les choses, à améliorer le quotidien des gens, singulièrement des plus faibles, là où d'autres se cachent derrière des prétextes européens, etc. Nous trouvons que l'Europe ne répond pas à nos attentes, nous voulons la changer, pas la détruire.»

Il marque une (très courte) pause. Res-

pire. Et place une contre-attaque. «Pour nous, le patron n'est pas l'homme à abattre! On a besoin d'entrepreneurs, on a besoin de créateurs, on a besoin d'investisseurs. Ils doivent être soutenus et en contrepartie, nous leur demandons d'être loyaux. Nous vivons dans une économie de marché, voilà, c'est comme cela. Nous pensons qu'il faut la rendre plus juste, plus loyale, mais c'est une économie de marché. On travaille dans le monde réel.»

Et la lutte des classes, SVP? «La lutte des classes, qui est inscrite depuis 1894, elle reste vraie sur le plan philosophique. Car au-delà des classes, il y a des castes, mais ça n'a plus rien à voir avec ce que c'était à l'époque où on était dans une opposition frontale entre le travailleur et le patron. Les uns face aux autres. Aujourd'hui, avec la globalisation, on est dans un tout autre système et on n'est plus du tout dans cet affrontement immédiat. Cela dit, ce concept philosophique demeure. Les gens défavorisés, qui subissent la mondialisation, ont envie d'accéder à un statut meilleur. Et cela nécessite une lutte contre ceux qui possèdent l'essentiel de la richesse du monde.»

Il ajoute: «Ça, c'est important pour les lecteurs de L'Echo, notez-le.»

Ecosocialisme et fiscalité

«Nous sommes pour l'initiative privée, pour l'entreprise, nous, socialistes, nous soutenons aussi les indépendants.» Il dégaîne quelques mesures phares d'assistance aux indépendants (protection sociale renforcée, etc.). Il évoque la nécessaire protection sociale et - un autre de ses chevaux de bataille - l'écosocialisme, déjà explicité dans son dernier livre «Nouvelles conquêtes». «On ne peut pas rester assis les bras ballants en assistant à la dégradation de l'environnement, de la santé. Il y a la protection sociale et il y a la protection environnementale. Nous voulons que diesel et essence disparaissent progressivement entre 2030 et 2040. Nous voulons qu'un travail soit effectué sur les logements pour améliorer leur performance énergétique.»

On le lance sur les voitures de société. On les supprime ou on ne les supprime pas? «Il faut voir le problème de manière large: si on parvient à donner du salaire net équivalent au travailleur, alors on doit évoluer. Mais le revenu doit être garanti. On doit davantage aller vers l'hybride, vers le gaz, on doit stimuler la recherche, c'est cela la clé. Notre politique fiscale doit être orientée dans ce sens-là.»

Fiscalité. Vous avez dit «fiscalité»? «Nous militons pour une globalisation de tous les revenus, ce n'est quand même pas une hérésie de demander que tous les revenus soient fiscalisés de la même manière. Pourquoi doit-on, dans ce pays, payer davantage d'impôts sur le travail que sur le capital? Il faut changer cela. L'argent

amène l'argent, le capital ramène du capital, il n'y a aucune raison que celui-ci ne soit pas imposé comme le fruit du travail. Pour la collectivité.»

Une ou deux maisons

Taxer l'immobilier, aussi, alors? «On parle essentiellement des revenus du capital et du tra-

vail. On doit faire cela avec discernement sur l'immobilier, nous ne voulons certainement pas non plus attaquer la cagnotte de ceux qui ont choisi de placer leurs économies et qui ont acheté, par exemple, une seconde maison pour payer leur pension, ce n'est pas notre idée, nous ne sommes pas doctrinaires là-dessus.» Il insiste: «On ne va pas attaquer ceux qui ont cagnotté pour leur pension.»

Mais demeure la taxe sur les grandes fortunes: «Oui, nous nous battons pour cela, c'est central dans notre programme sur la justice fiscale, on ne va quand même pas venir me raconter qu'on arrache le cœur des grandes fortunes en prélevant 5.000 euros à ceux qui ont une fortune excédant 1,25 million d'euros en dehors de leur habitation personnelle. C'est une mesure forte, mais on veut que ceux qui possèdent plus contribuent davantage à la collectivité. Ça n'a rien de scandaleux. Encore une fois, je pense qu'il faut bien intégrer le fait que les militants socialistes ont soif de justice fiscale et sociale.»

Libertés individuelles

Il dit encore quelques mots des chapitres sur les libertés individuelles. «On réaffirme très fort notre attachement à la laïcité.» C'est la meilleure manière, dit-il, de mettre toutes les religions sur pied d'égalité. «Le religieux n'interfère pas dans la sphère civile. On garantit l'Etat neutre et impartial. On veut avancer davantage vers l'égalité entre hommes et femmes.» Là, il cite l'exemple de l'Islande qui est un modèle en la matière entre autre au niveau de l'égalité salariale. «Le projet socialiste, c'est le projet de l'émancipation. On veut que les gens s'émancipent intégralement, à tous niveaux, c'est le moyen d'être libre, d'être acteur de la société. Dans le même ordre d'idée, la gratuité de l'enseignement est capitale et nous allons nous battre pour cela. De même, je pense que l'obligation scolaire doit être abaissée à trois ans, pour éviter que des décrochages se fassent dès le plus jeune âge.»

Il passe quelques minutes encore sur la démocratie qui doit, insiste-t-il, être renouée, repensée, revivifiée via l'apport citoyen dans les assemblées, entre autres des panels pour revoir et toiletter la Constitution.

«Pour que les gens de droite comprennent bien les socialistes, je dis ceci: que dans le monde vertigineux dans lequel nous vivons, on puisse assurer aux personnes un minimum de sécurité d'existence, un minimum de stabilité. Que ce ne soit pas les individualités qui l'emportent mais plutôt la stabilité dans une société équilibrée. Apaiser la société, c'est le rôle premier du socialisme. Si on ne le fait pas, quel parti va le faire? Nous sommes le parti de la protection sociale. Mais nous ne sommes pas que cela.»

On dirait un poème. Ou presque. Il dit: «La digitalisation, les nouvelles technologies, tout cela ne doit pas nous faire peur et contrairement à ce que certains patrons veulent faire croire, les socialistes ne sont pas opposés aux nouvelles technologies. Nous ne sommes pas des freins. Simplement, si on prend le cas d'une entreprise comme Uber, on n'accepte pas que ce soit la loi de la jungle, l'ultra-individualisme sans aucune protection pour personne. Nous

naus érigeons en rempart contre ces dérives-là. Alors, évidemment, ça ne fait pas toujours plaisir à ceux qui détiennent les fortunes. Mais les temps changent, même quelqu'un comme Bill Gates se prononce aujourd'hui en faveur d'une taxe sur les robots.»

Rideau. Ou presque. Encore un mot sur Bruxelles et les émeutes d'il y a dix jours. Il

dit: «Il ne faut pas exagérer, de tout temps, on a connu des problèmes avec les supporters de football. En faire un problème d'intégration, comme le fait la N-VA, c'est scandaleux. Qu'on garde son sang-froid. Mais bon, la N-VA a fait de cette stigmatisation son fonds de commerce. C'est abject.»

Ah oui, il y a l'âge du capitaine. Il a tra-

versé une sacrée tempête, la mer a été houleuse. «Franchement, ces derniers mois ont été un enfer, soufflez-t-il. Une année épouvantable. J'espère que tous ces problèmes de gouvernance sont derrière nous.» Et reprend: «Moi, je suis tourné vers un seul et unique objectif: les élections de 2019, c'est là qu'est le prochain cap.»

Et vogue la galère.